

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)

ZI DU BAS ROLLET LA GOUYONNIERE
BP 280
42480 La Fouillouse

Références : 20240712_RAP_PiscineDesjoyaux_LaFouillouse.pdf
Code AIOT : 0006104853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines) implanté ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse. L'inspection a été annoncée le 26/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle sur de nombreux établissements ICPE sur le thème des Granulés de Plastiques Industriels (GPI) au niveau national.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)
- ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse
- Code AIOT : 0006104853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PISCINES DESJOYAUX exerce une activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques (polypropylène et polyéthylène). Le site dispose de deux ateliers de fabrication par injection et d'un atelier d'extrusion (production de granulés de matières plastiques). L'établissement exerce également une activité de négoce de produits d'entretien des eaux et d'accessoires divers pour les piscines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Alimentation eau potable	AP Complémentaire du 05/02/1999, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/0023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/0023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la précédente inspection du 28 février 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de s'assurer de la mise en œuvre des prescriptions applicables aux stockages des granulés plastiques imposées par le décret du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement, codifié aux articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement.

Il a été constaté lors de la présente inspection que les dispositions imposées par ce décret n'ont pas été mises en œuvre. Par conséquent, il est proposé à M. le Préfet de la Loire de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les dispositions demandées aux articles D. 541-361, D. 541-362 et D. 541-364 du Code de l'Environnement, imposées aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels. Dans ce cadre, il installera les dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination dans l'environnement de granulés plastiques, établira les procédures demandées et fera réaliser un audit par un organisme certifié indépendant dans les délais précisés dans l'arrêté mentionné. L'exploitant mettra en place des dispositifs de stockage permettant d'éviter le rejet accidentel de granulés plastiques dans l'environnement, notamment au niveau des bennes de déchets et des zones de stockage (sacs ouverts de granulés). Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport

d'inspection en ce sens.

D'autre part, l'exploitant établira la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation et fera réaliser des analyses en PFAS sur les rejets d'eaux pluviales du site.

D'autres demandes sont précisées dans le présent rapport d'inspection pour lesquelles il est demandé à l'exploitant d'y répondre selon les délais mentionnés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les installations [...] doivent être équipées d'un bassin de confinement . Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimum de 1000m3.
Constats : Lors de la dernière inspection datée du 28 février 2024, il a été constaté que le fond du bassin destiné à recueillir une partie des eaux d'extinction d'incendie était tapissé de joncs. L'exploitant indiquait avoir convenu d'un rendez-vous avec le paysagiste afin d'en effectuer le curage. Le jour de la présente inspection, il a été constaté que le bassin, destiné à recueillir une partie des eaux d'extinction d'incendie était toujours tapissé de joncs et de végétaux en tout genre. Il est rappelé à l'exploitant que le bassin de confinement précité est censé être étanche. Demande 1 : L'exploitant fera curer le bassin destiné à recueillir une partie des eaux d'extinction d'incendie et en assurera l'étanchéité. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, un devis signé en vue de sa réalisation ainsi que sous 2 mois, un compte-rendu de fin d'intervention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'exploitant utilise sur son site des granulés de plastiques de dimensions comprises entre 0,01 mm et 1 cm de plusieurs matières différentes : majoritairement du polypropylène (environ 70 % des granulés plastiques utilisés sur le site) mais également du PVC, ABS...

Les granulés de plastiques sont acheminés sur le site par camion, puis stockés soit en stockage extérieur abrité à deux endroits distincts du site (sacs, big bags), soit dans l'un des 4 silos destinés à recevoir des granulés.

La quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente étant supérieure à 5 tonnes, l'exploitant est tenu de mettre en place les dispositions demandées à l'article L. 541-15-11 du Code de l'Environnement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place les équipements et les procédures demandés à l'article L. 541-15-11 du Code de l'Environnement ni fait réaliser l'audit demandé par un organisme certifié indépendant. Une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure de réaliser les dispositions de l'article précité est jointe au présent rapport. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre ces dispositions dans les délais demandés dans l'arrêté de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Les zones où des granulés plastiques sont susceptibles d'être répandus accidentellement ont été identifiées par l'exploitant. Il s'agit principalement des deux zones de stockages extérieurs, des zones de déchargement des camions, en particulier à proximité des silos, des zones d'acheminement des matières premières entre les zones de stockage et les ateliers de transformation des granulés et la zone de stockage des rebuts de granulés.

Un plan des réseaux des rejets d'eaux pluviales et sanitaires a été mis à jour en juillet 2024 et a été présenté durant l'inspection. L'exploitant n'utilise pas d'eaux de process. De l'eau est cependant utilisé dans un circuit fermé pour son système de refroidissement.

Suite à la visite sur le terrain, il semble manquer sur le plan des réseaux, a minima, la représentation de deux regards d'eaux pluviales, voire d'eaux sanitaires, dans l'atelier injection 1 ainsi qu'une grille non étanche.

Demande 2 : L'exploitant mettra à jour son plan des réseaux en cohérence avec la réalité. Il en profitera pour mettre à jour les extensions des bâtiments construites et les zones de stockage non représentées à l'heure actuelle (délai : 2 mois).

A ce jour, aucun dispositif de confinement et de récupération des granulés de plastiques n'est installé sur le site.

Le jour de l'inspection, une grosse quantité de granulés sur le sol a été constatée dans une zone où les granulés ne sont pas censés se retrouver. L'exploitant a procédé au nettoyage de la zone avant que les granulés plastiques ne se retrouvent disséminés dans l'environnement.

De plus, au niveau du stockage situé à proximité de l'atelier presse injection 2, il a été constaté la présence de plusieurs sacs utilisés et scotchés pour éviter que des granulés ne se répandent par terre. Des granulés ont cependant été constatés à proximité des sacs et par terre sur le sol. La zone de stockage étant en pente, des granulés plastiques peuvent se retrouver dans les regards d'eaux pluviales en contre-bas.

Demande 3 : Conformément à l'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport, l'exploitant mettra en place des dispositifs de confinement et de récupération dans les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement afin de prévenir leur dissémination dans l'environnement. La zone de l'atelier injection 1 fera également l'objet d'attention de la part de l'exploitant. Les équipements et dispositifs mentionnés sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents sur le site. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bon de commandes de ces dispositifs ainsi qu'un calendrier de réalisation qui ne dépassera pas 2 mois avec les zones concernées.

Demande 4 : L'exploitant mettra en place un système ou dispositif permettant d'éviter d'avoir des sacs troués malgré le scotch et des granulés plastiques par terre à proximité de ces sacs sur les zones de stockage en extérieur (délai : 1 mois).

Demande 5 : L'exploitant curera les fonds des regards d'eaux pluviales où se trouvent des granulés plastiques avant d'installer les dispositifs de confinement et de récupération afin d'éviter leur dissémination dans l'environnement (délai : 2 mois).

Enfin, des rebuts de granulés plastiques sont stockés dans la zone des déchets. Ces granulés sont stockés avec d'autres pièces plastiques dans des sacs transparents et ouverts. Le jour de l'inspection, il a été constaté que ces sacs étaient troués à plusieurs endroits pouvant engendrer la dissémination des granulés dans l'environnement.

Demande 6 : L'exploitant mettra en place un système ou dispositif permettant de stocker ces granulés dans un contenant plus solide afin d'éviter qu'ils soient répandus accidentellement dans l'environnement (délai : 1 mois).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir mis en place les procédures demandées à l'article D. 541-362 du Code de l'Environnement. L'exploitant a tout de même mis en place un affichage à destination du personnel à proximité des zones de stockage afin de les inciter à vérifier l'état des sacs manipulés et à nettoyer en cas de pertes de granulés. Cependant, aucune formation n'a été donnée aux employés ou aux tiers à l'heure actuelle. Demande 7 : Conformément à l'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport, l'exploitant mettra en place les procédures demandées à l'article D. 541-362 du Code de l'Environnement dans un délai n'excédant pas deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté trois devis non signés pour la réalisation de l'audit externe de bureaux d'études et datés du 04 juillet pour l'un d'entre eux et du 03 juillet pour les deux autres. Demande 8 : Conformément à l'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport, l'exploitant fera réaliser l'audit demandé à l'article D. 541-364 du Code de l'Environnement par un organisme certificateur dans un délai n'excédant pas 3 mois. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : le devis signé, la date d'intervention ainsi que le rapport final de l'audit. L'exploitant mettra à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport d'audit dès réception, comme demandé par l'article précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Alimentation eau potable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/02/1999, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique seront munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

Constats : L'exploitant a précisé le jour de l'inspection ne pas avoir installé de dispositif de disconnection sur les branchements d'eaux potables des canalisations publiques.
Demande 9 : L'exploitant mettra en place, sous 2 mois, un disconnecteur ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire sur les branchements d'eaux potables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Liste des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/0023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Le site est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées car il dispose d'une rubrique soumise à autorisation au titre de la rubrique 2661, rubrique listée à l'article 1 du dit arrêté. L'exploitant a indiqué ne pas avoir établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement par l'installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation demandée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Demande 10 : L'exploitant établira la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement par l'installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation. La date à laquelle chaque substance est susceptible d'avoir été rejetée sera précisée. Tous les produits utilisés sur l'installation devront faire l'objet d'une attention de la part de l'exploitant Pour l'établissement de cette liste, l'exploitant se rapprochera, en particulier de ses fournisseurs. (délai : 2 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/0023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a réalisé la campagne d'analyses demandées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Celles-ci ont été effectuées en sortie de purge d'un moule à injecter (purge du circuit fermé de refroidissement des machines) et dans l'eau d'alimentation des eaux de production. Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé les analyses dans les deux rejets d'eaux pluviales en sortie de site. Demande 11 : L'exploitant réalisera une campagne de trois analyses des substances PFAS des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les déclarera dès réception sous l'outil GIDAF. La première analyse sera réalisée au plus tard fin septembre 2024. Dans le cas où des substances PFAS, autres que les 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, seraient identifiées dans la liste établie dans le cadre de la demande 10, l'exploitant ajoutera ces substances PFAS aux analyses à effectuer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé, comme demandé, sur trois mois consécutifs une campagne d'analyses des substances PFAS.

Les deux premières analyses ont été déclarées sous l'outil GIDAF. En revanche, certains paramètres ont été mesurés en dessous de la limite de quantification et déclarés par l'exploitant comme « Résultats > LQ ».

Demande 12 : L'exploitant invalidera les analyses déclarées sous l'outil GIDAF et les corrigera afin d'indiquer les paramètres mesurés par le laboratoire d'analyses « < 0,01 » ou « < LQ » comme « Résultats < LQ » (délai : 1 mois).

Demande 13 : L'exploitant déclarera la troisième analyse sous l'outil GIDAF (délai : 1 mois).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois